

Jérôme Quiqueret

La tentation nationaliste

Terre prétendument de droite, la Lorraine fait principalement parler d'elle pour son soutien répété au Front national (FN). L'enracinement progressif de la gauche durant les trente dernières années, qu'il masque, n'en est pourtant pas moins significatif d'une évolution sociale et culturelle. Retour sur le comportement électoral d'une région bien moins homogène qu'elle n'y paraît.

Au second tour de la récente élection présidentielle française, la Lorraine et ses 1,664 millions d'électeurs ont voté en majorité pour le président sortant, Nicolas Sarkozy (avec 51,1 % des voix). Ce résultat à contre-courant de l'évolution nationale paraît confirmer que la Lorraine est bien une terre de droite.

L'examen du premier tour rappelle la réalité d'un phénomène plus récent, mais déjà bien ancré, à savoir qu'elle est aussi une grande pourvoyeuse de voix pour le FN. Sa candidate, Marine Le Pen (23,66 % des voix) a talonné le futur président François Hollande (25,47 %) et le sortant (25,36 %).

Les résultats des élections législatives du 17 juin 2012, survenus après l'élection du candidat socialiste à la présidence, auront au contraire confirmé que, depuis 1981, la Lorraine est capable de donner une majorité à la gauche, jadis minoritaire, et de rompre ainsi avec l'hégémonie séculaire de la droite. Onze des vingt-et-un mandats en jeu sont cette fois revenus aux candidats socialistes. Le gain du conseil régional en 2004, de la mairie de Metz en 2008, du conseil général (autrement dit, départemental) de Meurthe-et-Moselle en 1998, figurent parmi ses conquêtes les plus symboliques des deux dernières décennies.

Cette élection marque aussi une nouvelle étape dans l'hégémonie à gauche du Parti socialiste (PS) sur une terre, où le communisme fut jusque dans les années 1970 un marqueur central de la vie politique. Tous

les scrutins, locaux, régionaux et nationaux ont démontré la réalité de cette évolution depuis lors.

La splendeur passée du gaullisme et du communisme

En 1972, le sociologue catholique Serge Bonnet livrait un travail ambitieux et très fouillé de *Sociologie politique et religieuse*

Les immigrés antifascistes d'origine italienne et leurs enfants ont fourni l'ossature du vote communiste et donné au parti une tonalité spécifique.

de la Lorraine, intitulé de sa thèse. Fruit de quinze ans de recherche, ce travail a paru à l'aube d'une période de transition dans le comportement électoral de la Lorraine et notamment de ses deux départements les plus significatifs par leur taille et l'ampleur de leurs mutations : la Meurthe-et-Moselle (495 000 électeurs) et la Moselle (745 000). Parmi les idées forces de son ouvrage, Serge Bonnet caractérisait le communisme et le gaullisme comme les deux pôles du vote lorrain.

Alors que le Parti communiste (PC) et le Mouvement pour la république populaire, catholique de droite, étaient très présents dans les années de l'après-guerre, le retour aux affaires du général de Gaulle en 1958 avec la constitution de la V^e République

dans ses bagages, assied la domination du gaullisme. Entre cette date et le départ de la vie politique en 1969 du général, suite à l'échec d'un référendum auquel les Lorrains avaient voté majoritairement « oui », tous les députés étaient gaullistes.

Le succès gaulliste était lié au rôle déterminant qu'avait joué le rapport à l'Allemagne dans le comportement électoral des Lorrains depuis le début du siècle. Il faisait écho au nouveau nationalisme des Lorrains né de l'annexion de la Moselle à l'Empire germanique de 1871 à 1919. La militarisation de la région entraîna le basculement du vote à gauche au XIX^e siècle pour celui de la droite au siècle suivant.

Toutefois, durant sa période de domination, le Parti gaulliste ne contrôlait aucune grande ville ni aucun des quatre conseils généraux sur lesquels régnaient les modérés non gaullistes et autres « républicains indépendants », dont faisaient partie en Moselle, Paul Driant, président du conseil général de 1954 à 1979 et Raymond Mondon, député-maire de Metz de 1947 à 1970.

Selon Serge Bonnet, le deuxième pôle d'attraction, le communisme, devait son succès à un changement de sa ligne dans les années 1930 par lequel il avait décidé d'adopter un ton nationaliste et républicain. Alors que les socialistes de la SFIO y dominaient avant la guerre, après 1945, dans le Pays Haut

(regroupant les circonscriptions de Briey et Longwy) le PC prit un long envol qui dura jusque dans les années 1970. Son influence s'étendait aussi sur les vallées industrielles de l'ouest de la Moselle (Fensch et Orne). Ses succès furent fulgurants aux élections municipales de 1959 et 1965, où il s'étendit au départ de ses bastions de Thil, Ville-rupt, Moutiers pour la Meurthe-et-Moselle, Moyeuvre-Grande et Hagondange pour la Moselle.

Dans un ouvrage¹, paru en amont des dernières élections présidentielles, l'historien lorrain François Roth, souligne qu'« il faut établir un lien entre le vote communiste et la syndicalisation croissante de professions comme celles des mineurs de fer et de sidérurgistes ». En effet, « le parti a donné un prolongement politique aux luttes sociales et les syndicats ont été des viviers dans lesquels il a puisé des candidats connus pour les fonctions de maires et les mandats de conseillers généraux ».

L'immigration, sur un territoire qui a connu un des plus forts brassages de populations en France, a aussi joué, selon lui, un rôle déterminant. Figurent en première place les immigrés antifascistes d'origine italienne et leurs enfants qui ont « fourni l'ossature du vote communiste et donné au parti une tonalité spécifique ».

Une autre caractéristique de ce parti était, cette fois pour Serge Bonnet, une manière particulière d'être communiste, dans laquelle le nationalisme anti-européen et l'antigermanisme jouent un rôle considérable. Ce serait un « communisme populaire », qui prospérerait notamment par sa proximité avec l'enseignement de la religion populaire catholique et contribuerait « au dévouement, à l'obéissance, à l'abnégation, à la vie collective » dans une région où, parce qu'elle a « à peine connu la monarchie »², « c'est l'Eglise qui a été la seule grande force politique ».

La fin d'un conservatisme

Serge Bonnet soulignait également l'existence d'une tradition de catholiques critiques, dont la tradition remontait notamment à l'abbé Grégoire, prêtre dans le Lunévillois, dans le Sud-Est de la Meurthe-et-Moselle, député de la Constituante en



1789, abolitionniste et défenseur du suffrage universel. Cette tradition d'un clergé critique et intellectuel formait, disait-il, un « PSU théologique et spirituel ».

Le Parti socialiste unitaire (PSU), fondé en 1960 et dirigé notamment par Michel Rocard de 1967 à 1973, constituait une forte minorité à gauche en Moselle et en Meurthe-et-Moselle. En attirant les chrétiens de gauche, il allait apporter un soutien de poids au jeune PS que beaucoup de ses cadres rallièrent en 1974. En 1977, le slogan (« Un chrétien doit être socialiste ») de la campagne de la gauche unie menée par Jean Laurain aux élections municipales pour la mairie de Metz, incarne cette nouvelle donne. D'ailleurs, s'il échoue à être élu maire, il devient l'année suivante le premier député messin de gauche depuis 1912.

Professeur de droit à Nancy, François Borella était un des cadres nationaux du PSU. Dans ses « notes bibliographiques »³ qu'il consacra à l'ouvrage de Serge Bonnet en 1974, année où il a rejoint le PS, il rappelait que « les changements lents donnent parfois l'illusion de l'immobilité », portés qu'ils sont par « l'action de forces apparemment négligeables et négligées, notamment par l'approche électoraliste ».

Certes, dans les discours officiels et la littérature régionaliste, la Lorraine avait une image à connotation conservatrice : « terre de la fidélité, voire même de l'obstination, peuple au courage triste et à l'enthousiasme rare, à l'attachement indéfectible et à la rancune

tenace », comme la décrit François Borella pour mieux y opposer qu'en un siècle, tout de même, la Lorraine avait connu de nombreux changements. L'annexion en 1871, le passage à l'industrie moderne (charbon, acier, textile), le brassage de sa population et les stigmates de deux guerres mondiales l'avaient retravaillée en profondeur.

En conséquence, François Borella reprochait à Serge Bonnet son excessive attention portée aux permanences. En plaidant qu'« en sociologie électorale, il faut élaborer une sociologie des permanences avant d'échafauder une sociologie des changements », Bonnet réfutait la tendance au déterminisme socio-économique. Mais de l'avis de Borella, cela ne l'avait visiblement pas empêché de succomber à un « déterminisme du sol ».

Et, en effet, quelques années suivant cette dispute intellectuelle, le surgissement du PS, fondé en 1971 à Epinay, chamboulera le paysage politique lorrain et déferla le courant gaulliste. Aux municipales de 1977, le PS s'empare des villes moyennes de Bar-le-Duc, Commercy, Verdun, Epinal, Lunéville. En 1978, il prend pied dans les Vosges, cinq ans après avoir battu dans la Meuse un député centriste élu depuis quarante ans, Louis Jacquinot.

En 1973, le PC avait encore enregistré de nouveaux progrès, dont la conquête du siège de Moyeuvre-Grande en Moselle. Alors que la crise de la sidérurgie et des mines de fer est particulièrement aiguë, 1977 marquera l'année de ses derniers succès. Les communistes

s'emparent des mairies de Longwy, de Joëuf, et de Briey, et enregistrent une progression en Moselle en emportant Thionville pour trois mandats, jusqu'en 1995. En 1978, ils emportaient dans la foulée les deux sièges de députés de Longwy et de Briey et présidèrent même le conseil général de Meurthe-et-Moselle lui aussi passé pour la première fois à gauche depuis la guerre.

La victoire de François Mitterrand en 1981 marque un coup d'arrêt et constitue le point de basculement de la redistribution des cartes à gauche. La Lorraine donne pour la première fois la majorité des voix à un homme de gauche. Les socialistes reprennent le siège de député de Longwy aux communistes. Ils emportent quatre sièges en Moselle et culminent avec treize sièges contre huit à la droite et un pour le PC. En 1983, les socialistes lorrains entrent pour la première fois au Sénat, avec l'actuel président de la Région lorraine, Jean-Pierre Masseret, en s'appuyant sur les communistes.

Flamme tricolore et flamme rose

La droite a subi en 1981 un sérieux revers. Pourtant, le gaullisme se maintient à travers le RPR fondé en 1976 par Jacques Chirac. Pierre Messmer, ancien premier ministre de Georges Pompidou (1970-74), député-maire de Sarreguemines de 1968 à 1988 en est la locomotive en Moselle. Le parti ne parvient pas à atteindre les 40 % promis jadis aux gaullistes et peine à atteindre les 30 % de moyenne. Ce score lui permet toutefois de s'emparer dès 1982 du conseil général mosellan.

Le RPR est concurrencé en Moselle par le Centre des démocrates sociaux, animé par deux figures centrales : Jean Marie Rausch, maire de Metz de 1970 à 2008, et Jean Seitlinger, député de 1956 à 1997, qui domine dans l'Est mosellan. Ils sont des héritiers de la démocratie chrétienne, dont le courant ne s'était jamais vraiment tari et puise dans une histoire particulière de la Moselle. Ce « particularisme mosellan » est le résultat de la politique de l'entre-deux-guerres qui vit la création d'un parti départemental dominant, le Parti indépendant lorrain, réunissant notables locaux et cléricaux dans la défense des acquis de l'annexion (du maintien du statut du culte à celui du système social) et valut à Robert

Schuman d'être élu député en 1919 (et ceci jusqu'en 1962).

Toutefois, François Roth constate que ces deux courants de la droite parlementaire en Moselle connaissent un « affaissement », lequel coïncide avec l'écllosion d'un phénomène majeur qui allait devenir la troisième force de droite : l'apparition du FN. L'historien énumère diverses mutations qui peuvent expliquer cette perte de vitesse de la droite parlementaire. Il cite notamment la disparition rapide du maillage catholique. Le phénomène est particulièrement vif dans les villes, qui voient d'ailleurs arriver des populations nouvelles « plus sensibles aux influences nationales qu'au particularisme mosellan ».

La victoire de François Mitterrand en 1981 constitue le point de basculement de la redistribution des cartes à gauche.

Le retrait de ce particularisme, bien que (ou étant donné que ?) le Concordat soit toujours en vigueur, est aussi le résultat de la raréfaction du clergé, et de sa nouvelle posture à l'écart du champ politique, après avoir exercé son influence pendant « plus de trois générations ». La perte du souvenir des deux annexions, de l'expérience de la tyrannie nazie mais aussi l'évolution de l'enseignement à l'école transforment la physionomie politique du département tandis que « le recul des agriculteurs et la réduction massive des emplois industriels » en modifie la sociologie.

Mais c'est aussi grâce au recul des forces de gauche qu'a d'abord prospéré le FN. Il perce une première fois aux européennes de 1984 en talonnant les socialistes qui ne récoltent que 17 % des voix. Il reçoit les suffrages d'une partie des déçus du socialisme, les autres se retournant vers les communistes et l'extrême gauche. Le succès de Mitterrand en 1981 tourna rapidement au vinaigre. La nationalisation des mines de fer et des usines sidérurgiques, promesse électorale à la source de ce succès en Lorraine, s'était accompagnée en 1984, d'un rude « plan acier », avec la fin si symbolique de la sidérurgie à Longwy, la suppression de 2 000 emplois à Gandrange et la fermeture d'aciéries

en Meurthe-et-Moselle (totale à Neuves-Maisons et aux trois quarts à Pompey). Une suppression de 25 000 emplois pour la sidérurgie française. Le 4 avril de cette année-là, 150 000 grévistes étaient descendus dans les rues lorraines et le 13, une marche des sidérurgistes lorrains était organisée à Paris.

Désormais, le FN constituait une force de nuisance à droite et son ascension suivait la chute du PC. Aux législatives de 1986, « dans un vaste arc de cercle allant de la frontière du Luxembourg au Ballon d'Alsace, le FN dépassait facilement les 20 % et atteignait des résultats proches de ceux de l'Alsace », note François Roth. Le FN progresse à la périphérie des grandes villes.

Toutefois, la gauche socialiste ne sortira pas laminée de cette période. Dès 1988, elle signe un nouveau succès avec la réélection de Mitterrand avec 56 % des voix, dynamique à laquelle même la Moselle succombe. Aux législatives, la droite lorraine reprend une courte majorité. Mais, dans le sud-ouest de la Meurthe et Moselle, traditionnellement à droite, les socialistes conquièrent le siège de député de Toul. Quant aux communistes, ils parviennent encore à sauver le siège de Briey aux législatives. En 1995, le PC est devancé sur sa gauche par Lutte ouvrière à la présidentielle, perd son dernier siège de député ainsi que la commune de Thionville. Le passage au « communisme municipal » décrit par François Roth est entamé. Le PC dispose aujourd'hui de quelques bastions, a encore une sénatrice et participe à la gestion du conseil général de Meurthe-et-Moselle reconquis en 1998 et toujours aux mains de la gauche à la faveur notamment de nouvelles percées dans la périphérie de Nancy, à Toul et à Pont-à-Mousson.

La conquête de la Région en 2004, de la mairie de Metz et de Thionville en 2008 indique ces progrès de la gauche, et du PS en particulier. L'Union pour une majorité présidentielle (UMP), créée par Jacques Chirac en 2002, commence par un succès retentissant à l'issue duquel il ne reste plus que cinq députés socialistes après les quinze gagnés par la « vague rose » cinq ans plus tôt. Mais la droite n'est assez forte qu'en Meuse et dans les Vosges pour résister à la progression du FN, contre lequel elle doit désormais batailler en Moselle, en plus d'être sérieusement chahutée sur sa gauche.

Après être arrivé en deuxième position aux présidentielles de 1995 et en première en Moselle, le FN est en tête dans trois départements sur quatre en 2002. Seule la Meurthe-et-Moselle, où le Pays Haut est resté hermétique aux idées du FN, y a résisté. C'est sur les anciennes terres de la démocratie chrétienne, dans la partie anciennement germanophone, que le FN prospère encore davantage que dans le reste du département en atteignant des pointes supérieures à 30 %. Mais l'ouest mosellan voire même Metz n'y restent pas insensibles, de telle sorte que le score du FN ne fait ensuite que progresser, sauf aux présidentielles de 2007 qui marquent un reflux du FN dont de nombreuses voix se portent sur le candidat de l'UMP, Nicolas Sarkozy.

Marine Le Pen sur les terres (et les termes) de gauche

La Lorraine, avec l'Alsace, constitue désormais l'un des trois pôles du vote FN. Jean-Yves Camus, spécialiste de l'extrême-droite⁴ en souligne le caractère populaire: « Le FN de Lorraine, de Champagne-Ardenne et du Nord-Pas-de-Calais, en termes sociologiques et en termes d'organisation de force militante, n'est pas du tout le même qu'en région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Il ne s'agit pas du même électorat. Pour résumer, nous avons un électorat plutôt ouvrier, classes moyenne et inférieure dans des régions touchées par la désindustrialisation dans le quart nord-est du pays et nous avons un électorat davantage classe moyenne voire supérieure, retraités, professions indépendantes, patrons de PME autour de l'arc méditerranéen », où le FN a pu en 2012 obtenir ses trois sièges de députés.

Quand, aux élections régionales de 2010, le FN fait une nouvelle percée jusqu'à des scores de 40 %, *Le Monde* constate que « partout où le chômage progresse, le FN s'envole. [...] La corrélation entre la poussée du FN et les difficultés économiques saute aux yeux, dans une région qui perd 120 emplois chaque jour et où le nombre de chômeurs de longue durée a augmenté de 40 % en un an »⁵.

Après un discours fixé sur l'étranger pour expliquer la montée du chômage, la mue antilibérale du FN avec l'arrivée de Marine Le Pen en 2011, n'a fait que renforcer une

dynamique déjà ancienne et entamer davantage le capital de voix ouvrières pour la gauche. Ainsi, le 23 avril 2012, le journal en ligne *Mediapart* pouvait titrer : « En Moselle, le "non" à Sarkozy passe par le FN » et constater : « Cette fois, dans les vallées industrielles en perte de vitesse de l'Orne et de la Fensch, le FN affole les compteurs. À Florange (8 400 votants), François Hollande pointe en tête à 32,30 %, mais Marine Le Pen arrive en deuxième position (25,69 %) [...] A Hayange (15 000 habitants), où vivent et travaillent bien des "Arcelor-Mittal", Marine Le Pen est devancée de peu par François Hollande (28,73 % contre 26,87 %). Mais elle le dépasse dans certains bureaux de quartiers très populaires ».

Ville emblématique du déclin industriel et de l'abandon des ouvriers à leurs sort, Gandrange a accordé 28,15 % de ses suffrages à Marine Le Pen.

Ville emblématique du déclin industriel et de l'abandon des ouvriers à leurs sort, Gandrange a accordé 28,15 % de ses suffrages à Marine Le Pen. Son maire socialiste, Philippe Martin, y a vu « la compilation de deux votes FN » : « une droite dure, dont le vote avait été capté par Nicolas Sarkozy en 2007, qui est rentrée au bercail. Et tout un électorat populaire qui, jadis, votait communiste. »

La trajectoire du candidat battu aux législatives dans la 10^e circonscription de Moselle, Fabien Engelmann, est symptomatique de la porosité entre le vote ouvrier de gauche et le vote nationaliste pour le FN. Ancien syndicaliste CGT et membre de Lutte ouvrière puis du Nouveau parti anticapitaliste, il s'est finalement rallié, début 2011, au FN, emballé qu'il fut par l'arrivée de Marine Le Pen et de ses solutions contre la mondialisation et la concurrence de la main d'œuvre étrangère.

Il est tentant de voir dans l'élection spectaculaire de la socialiste Aurélie Filipetti dans la 8^e circonscription de Moselle, le symbole de l'enracinement nouveau de la gauche en Lorraine. Fille d'un maire communiste d'Audun-le-Tiche, nouvelle ministre fran-

çaise de la Culture, elle a élaboussé une élection dans laquelle on la donnait perdante et où le FN devait se maintenir au second tour, ce à quoi il ne parvint pas.

Ce progrès du FN est aussi le témoin de l'éloignement d'une droite jadis proche des milieux populaires, particulièrement caractérisée par la droite néolibérale au pouvoir en France de 2002 à 2012. Aux destructions d'emplois s'ajoute la dégradation du cadre de vie au nom de l'austérité, évoquée par Philippe David, le maire socialiste de Gandrange au journaliste de *Mediapart* : « On nous a fermé un lycée, un tribunal, aucune solution n'a été trouvée pour notre hôpital dont l'avenir reste incertain. Le centre-ville se paupérise de plus en plus. Ça fait cinq ans que je demande qu'on m'aide. En vain. »

Aux législatives de 2012, le FN espérait gagner deux sièges de députés en Moselle. Dans la circonscription de Forbach (Moselle), le candidat socialiste, comme son colistier face à Fabien Engelmann, l'en a empêché, portant à quatre le nombre des députés socialistes sur les neuf circonscriptions mosellanes contre cinq UMP. Dans les Vosges, la gauche n'y dispose que d'un des quatre sièges tandis que la Meuse a donné un siège à chaque camp. En Meurthe-et-Moselle, la gauche est passée de un député sur sept en 2002 à cinq sur six en 2012.

Disposant de nombreux leviers de pouvoir au niveau national et bien implantée au niveau régional, la gauche socialiste semble constituer pour l'heure le rempart à un FN dans une nouvelle dynamique. Une désillusion pareille à celle qui a suivi son succès en 1981 aurait des conséquences désormais prévisibles... ♦

1 Roth (F.), *Histoire politique de la Lorraine de 1900 à nos jours*, Metz, 2012.

2 On rappellera à cet endroit que le Duché de Lorraine n'a été rattaché au royaume de France qu'en 1766. Les Trois-Évêchés (Toul, Metz, Verdun) furent sous domination française à partir de 1552.

3 Borella (F.), « Notes bibliographiques » in *Revue française de science politique*, Année 1974, Volume 24, Numéro 2.

4 *Les cahiers du LEM (Lieu d'études sur le mouvement des idées et des connaissances)*, numéro 2, Août 2011.

5 Bastuck (N.), « En Lorraine, le Front national progresse là où sévit le chômage », *Le Monde*, 17 mars 2010.

6 Magnaudeix (M.), « En Moselle, le "non" à Sarkozy passe par le FN », *Mediapart*, 23 avril 2012.